

## Entretien avec Taïeb Soussi par Zohra Abid

Taïeb Soussi est le patron de Souissi Center, première grande surface spécialisée dans la vente des outils de bricolage et de fournitures pour les bâtiments et les industries, basé à la banlieue sud de Tunis. Zohra Abid, journaliste du *Quotidien*, de Tunis, analyse avec Soussi la situation économique du pays.

**AFKAR/IDEES :** *La crise du textile a-t-elle un impact sur les autres secteurs de l'économie tunisienne ?*

**TAIEB SOUSSI :** Le textile représente la moitié des exportations tunisiennes. La baisse des exportations de textile vers les marchés européens, à la suite de l'offensive des produits chinois sur le marché mondial du textile, se traduit donc, pour la Tunisie, par un important manque à gagner, une baisse des recettes en devises et, surtout, une chute de l'emploi.

Le pays compte 2 400 entreprises de textile, qui emploient 240 000 salariés. Conséquence des nombreuses fermetures d'usines depuis le début de l'année : 88 % des licenciements concernent ce secteur. Or, qui dit licenciements, dit baisse des revenus et, par conséquent, chute de la consommation. L'effet psychologique de la crise est encore plus pernicieux : les promoteurs investissent moins ou évitent d'investir dans les secteurs en crise. Résultat : nous traversons une période d'attente. Tout le monde est touché : l'Etat, dont les recettes fiscales baissent, les opérateurs privés et publics, qui sont obligés de dégraisser leurs effectifs pour maintenir leurs entreprises en vie, les banques qui collectent moins d'épargne, les consommateurs qui se font rares ou n'ont plus assez d'argent à dépenser...

**AFKAR/IDEES :** *A quelques années de l'achèvement du démantèlement tarifaire pour les produits en provenance de l'Europe, la production industrielle tunisienne est-elle suffisamment outillée pour supporter la compétitivité des produits étrangers ?*

**T.S. :** Nos produits ne sont pas compétitifs. En tout cas, dans le domaine du textile. Une chemise tunisienne est vendue près de 40 dinars (25 euros). Avec la même somme, on pourrait acheter jusqu'à quatre chemises fabriquées en Chine. Dire que la qualité pourrait nous aider à relever le défi de la compétition est illusoire. Car la qualité accroît les coûts de fabrication et réduit, par conséquent, la compétitivité sur les marchés extérieurs. Le coût de la main d'œuvre est, en outre, plus élevé chez nous que dans les pays d'Europe de l'Est et d'Asie, qui sont nos concurrents directs. Les frais de fonctionnement sont également élevés. Ainsi, le taux d'intérêt, qui ne dépasse guère 2,5 % à 3 % en Europe, atteint, ici, 8 %. Avec l'augmentation incessante des cours du pétrole, les frais de transport continuent de croître et de grignoter ce qui reste de nos marges. On pourrait toujours chercher à diversifier notre industrie et à explorer de nouveaux créneaux. Mais, il n'y a pas de solution miracle : nous ne pourrions jamais, dans l'état actuel des choses, supporter la concurrence asiatique.

**A/I :** *Par quoi la Tunisie pourrait-elle compenser la baisse des revenus du textile ?*

**T.S. :** On parle aujourd'hui du développement du secteur des services. On met de gros espoirs dans les technologies de l'information et de la communication (TIC). La Tunisie va accueillir, en novembre prochain, le second volet du Sommet mondiale de la société de l'information (SMSI). Elle espère faire de ce rendez-vous une vitrine pour son savoir-faire dans ce domaine. Mais dans ce secteur aussi, la concurrence est terrible.

Nous devrions rester dans l'industrie. Une économie qui n'est pas portée par l'industrie a peu de chances de perdurer. L'agriculture et le tourisme, qui sont deux activités importantes chez nous, sont tributaires de la conjoncture. Ils sont à la merci d'un manque de pluviométrie, pour la première, et d'un attentat terroriste pour le second.

Nous ne devons pas nous voiler la face, mais ouvrir le débat, parler de ce qui ne va pas, discuter des défis réels qui se posent à notre économie et essayer de trouver des solutions à moyen et long terme.

**A/I :** *Quels sont les problèmes et les difficultés que vous rencontrez dans l'exercice quotidien de votre métier ?*

**T.S. :** Le grand problème, c'est l'importation sauvage et le marché parallèle, qui sont en train de porter un coup dur aux petites et moyennes entreprises (PME). D'où ce paradoxe : ceux qui travaillent dans la légalité sont en difficulté, alors que l'économie parallèle prospère partout dans le pays. L'explication est simple : alors que nos frontières sont ouvertes et que la concurrence des géants mondiaux s'exacerbe, nous sommes exposés, sur le marché intérieur, à la concurrence déloyale de filières commerciales illégales. L'environnement des affaires est assez hostile lui aussi : taxation élevée, procédures administratives compliquées, manque de soutien du secteur bancaire...

Les PME, malgré les encouragements de l'Etat, ont du mal à résister. La plupart sont très endettées. Il en ferme, chaque jour, autant qu'il en voit le jour. Autre problème : les ménages étant très endettés, la demande s'essouffle, alors que l'offre continue d'augmenter.

**A/I :** *Dans cet environnement assez peu propice, quelles sont les perspectives de l'économie tunisienne ?*

**T.S. :** La situation est difficile et la voie est étroite. Au nom de la globalisation, nous avons ouvert nos frontières et libéralisé à bout de bras notre économie. Notre tissu industriel n'est plus protégé. Nos partenaires européens, qui sont confrontés aux mêmes problèmes, pourraient-ils nous aider à nous en sortir ? Rien n'est moins sûr. Devrions-nous renégocier nos accords avec eux – et nos autres partenaires – sur la base d'une approche plus juste de notre potentiel économique et, surtout, de nos problèmes ? La question est posée. ■